

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/33-habitants-de-Mandres-en-Barrois-attaquent-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! > CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **33 habitants de Mandres-en-Barrois attaquent la délibération cédant le Bois Lejuc à l'Andra**

22 mai 2017

33 habitants de Mandres-en-Barrois attaquent la délibération cédant le Bois Lejuc à l'Andra

Lundi 22 mai 2017, suite au vote du Conseil municipal de Mandres-en-Barrois cédant le Bois Lejuc à l'Andra par une courte majorité, 33 habitants de cette petite commune proche de Bure vont déposer aujourd'hui un recours devant le tribunal administratif de Nancy pour faire annuler cette délibération.

Nous reproduisons ci-dessous la lettre dans laquelle ils explicitent leur démarche.

Lettre des habitants de Mandres contre la délibération municipale du 18 mai

Nous, habitants de Mandres en Barrois, ne reconnaissons pas le vote du conseil municipal du 18 mai 2017 sur la cession du bois Lejuc à l'Andra. Parmi les 6 élus ayant voté pour l'échange, plusieurs conflits d'intérêt sont avérés. Certains ont des membres de leur famille qui travaillent à l'Andra, d'autres ont obtenu des terres ou des baux de chasse. Ce vote n'a aucune légitimité. Des recours juridiques sont déposés et c'est devant les tribunaux, comme le 28 février dernier, que nous dénoncerons à nouveau cette mascarade démocratique.

Nous ne cherchons évidemment pas à cibler des individus ni à alimenter des querelles de voisinage. Nous souhaitons attaquer un système clientéliste qui écrase les élus et les rend dépendants. Chacun a le droit d'être en lien avec l'Andra mais la décence voudrait alors qu'ils ne puissent pas voter.

Nous dénonçons également l'occupation policière qui a assiégé notre petit village, ce jeudi 18 mai, et couvert les rues d'un épais nuage de gaz lacrymogène. Leur présence massive était une

provocation. On comptait le jour du vote plus de gendarmes que d'habitants. Ils ont matraqué les opposants en contrebas de l'église et se sont déployés sur des terrains privés. Cela ne fait aucun doute. Les gendarmes ne sont pas là pour protéger la tenue du scrutin mais pour continuer à mettre la pression sur une population rurale qui ne cesse de subir les nuisances du projet de poubelle nucléaire CIGEO.

Aujourd'hui, les lignes bougent

L'Etat voudrait, avec ce vote, que l'on cautionne la destruction de notre propre territoire, que l'on courbe l'échine. Mais personne ici ne veut voir sa forêt disparaître, ce bois qui regorge de souvenir, le lieu de nos ballades, de nos affouages, de la chasse. Il faut avoir été acheté pour vouloir transformer notre forêt en cimetière nucléaire.

Nous résisterons juridiquement et sur le terrain. Nous savons que nous sommes peu de chose face à la machine de l'Etat qui avance avec ses gendarmes, ses bulldozers et ses euros. Mais nous ne serons jamais résignés. La colère gronde dans le village et les harcèlements, les contrôles ne feront que renforcer notre détermination.

Aujourd'hui, les lignes bougent. Lors des précédents recours nous étions quatre à nous porter requérants, maintenant nous sommes plus d'une trentaine, soit le tiers du village qui entre en lutte et refuse de perdre cette belle forêt.

- Nous condamnons la délibération du 18 mai 2017



Nous exigeons qu'il n'y ait pas d'expulsion avant l'épuisement des recours juridiques

Contact presse

Michel Labat : 07 83 24 10 54